LA COOPÉRATION AGRICOLE
NUTRITION ANIMALE

COMMUNIQUE DE PRESSE

Paris, le 5 novembre 2026

Souveraineté alimentaire : les coopératives Nutrition animale appellent à un plan d'investissement pour sécuriser l'avenir des élevages

Réunis le 5 novembre à Paris, à l'occasion de la Convention publique de La Coopération Agricole Nutrition animale, les représentants des institutions françaises et européennes, du monde économique et des coopératives ont échangé sur la place à donner à la souveraineté face à l'instabilité politique. Pour les coopératives Nutrition animale, cet enjeu se traduit d'abord par une urgence : sécuriser les approvisionnements des élevages et développer les capacités industrielles françaises.

La sécheresse exceptionnelle de 2026 et les tensions géopolitiques ont fragilisé les filières agricoles et de nutrition animale, en accentuant les tensions sur les disponibilités en matières premières, notamment en maïs, en fourrages et en pulpes de betteraves. Pour anticiper les difficultés d'approvisionnement et leurs conséquences sur les élevages, **La Coopération Agricole Nutrition animale a appelé à la création rapide, au sein de FranceAgriMer, d'une cellule de suivi des approvisionnements**, réunissant les filières végétales, animales et les acteurs de la nutrition animale.

Mais au-delà de l'urgence, c'est aussi la capacité de production de demain qui se joue. D'ici 2030, **le secteur estime à 900 millions d'euros les investissements supplémentaires** nécessaires pour répondre aux ambitions des filières animales et accélérer les transitions environnementales du secteur : *modernisation des outils de production, réduction de l'empreinte carbone des aliments, amélioration de l'efficacité énergétique des usines, limitation de la consommation de la ressource en eau…* autant de leviers pour renforcer la compétitivité de la nutrition animale des coopératives, réduire leurs dépendances et préserver durablement la souveraineté des filières d'élevage.

Dans le cadre du PLF 2027, David Saelens, président de Nutrition animale a rappelé la position de La Coopération Agricole sur la nécessité de garantir l'accès des outils de première transformation agricole aux dispositifs de suramortissement afin d'accompagner les investissements de modernisation de la filière. Il a précisé qu'une attention particulière devait être portée aux conditions d'éligibilité afin de ne pas pénaliser les entreprises coopératives et leurs filiales.

À l'approche de la présidentielle de 2027, la convention a également été l'occasion d'interpeller les candidats sur la nécessité d'un redressement industrielle.

La Coopération Agricole Nutrition animale les appelle à s'engager sur un plan d'investissement pour réduire notre dépendance aux intrants stratégiques. Concrètement, il s'agit de soutenir l'implantation et la modernisation d'unités de production françaises et européennes, de vitamines, d'acides aminés et de protéines végétales, en facilitant leur financement et en simplifiant les procédures administratives. **Une priorité inscrite dans le Pacte coopératif – Présidentielle 2027 pour renforcer notre souveraineté alimentaire et mieux maîtriser les coûts de production.**

Contact presse : Sabri Derradji – 06 61 85 90 77 – sderradji@lacoopagri.coop

David Saelens, président de La Coopération Agricole Nutrition animale a déclaré :
« On ne peut pas parler de souveraineté alimentaire sans se poser une question simple : serons-nous encore capables, demain, de produire en France les aliments nécessaires à nos élevages ?
Après le choc agricole de 2026, nous appelons les candidats à la présidentielle à donner à nos entreprises les moyens d'investir et de produire. Par exemple, relocaliser nos productions stratégiques, des protéines végétales aux vitamines et acides aminés et moderniser nos outils industriels pour gagner en compétitivité, c'est réduire nos dépendances, améliorer notre performance économique et mieux maîtriser nos coûts de production. Car nourrir nos élevages, c'est aussi nourrir les Français. »